

férences, par exemple. On constatera la même chose dans tous les replis de l'organisme. Il y a quelques mois, un homme est venu me demander si j'avais entendu telle émission. Je lui ai répondu que je ne l'avais pas entendue, et il m'a raconté comment au cours de cette émission on avait tourné en ridicule le Sénat du Canada. On y représentait les sénateurs comme un tas de vieux radoteurs, le plastron recouvert de miettes de galette...

Une voix: Ils ont beaucoup de galette.

M. Hansell: Ces émissions devraient tendre à consolider nos institutions parlementaires et non à tourner le Sénat en ridicule. Depuis des années, les socialistes du Canada réclament l'abolition du Sénat. L'émission était conforme à cette ligne de conduite; il n'y a pas à en sortir. Ces gens-là veulent abolir nos institutions traditionnelles.

M. Blackmore: En particulier les institutions britanniques.

M. Hansell: Puis, ils parlent d'équilibre et ainsi de suite. Mais qu'entendent-ils par l'équilibre? Quel équilibre? Il n'existe pas d'équilibre entre le bien et le mal. Une chose ne peut être bien et mal en même temps. Évidemment, ils répondent: "Le bien, tel que vous le concevez." Il s'agit ici du bien tel que nos démocraties libres le conçoivent. Voilà ce qu'il en est. La façon de voir des communistes est erronée. On ne saurait le nier. Puisque nous jouissons d'une puissante institution étagée comme Radio-Canada, nous devrions nous en servir pour consolider nos institutions parlementaires et nos principes de liberté démocratique, pour faire l'éloge de nos idées et pour les présenter sous le meilleur jour possible, pour exalter la Couronne. Je dis bien la Couronne, car les nominations au Sénat sont une des prérogatives de la Couronne. C'était là une autre de ces émissions.

Si on est consciencieux, si nous devons faire fond sur le modeste témoignage de repentir que nous a donné ce matin le ministre, il faudrait qu'on aille jusqu'au bout, qu'on dise à ces auteurs, réalisateurs etc.: "Nous n'avons plus que faire de vous; jamais plus nous ne vous emploierons; jamais plus vous ne réaliserez de pièce pour nous; jamais plus nous n'accepterons le moindre manuscrit dont vous soyez l'auteur." Qu'on les mette tous à la porte. Qu'on mette à la porte ceux qui sont responsables de cet oubli.

Il faudrait un grand coup de balai. Je parle en ce moment d'abondance, en exprimant mes propres convictions, mais j'ai l'impression que si jamais les créditistes arrivaient au pouvoir, ils conserveraient Radio-Canada. Elle a un rôle utile à jouer, mais

ce rôle ne consiste pas à détruire le Canada en faisant le jeu de ceux qui deviendraient nos maîtres. C'est pourtant le résultat de tout ceci. Tous les pays européens et asiatiques qui ont succombé au communisme sans coup férir ont été préalablement l'objet d'une campagne qui a fait disparaître leur volonté de résistance. On ne saurait sans doute arriver à ce résultat sans propagande. Or il n'y a pas au Canada de machine de propagande plus puissante que Radio-Canada, armée de son pouvoir de régie, à caractère de monopole, en matière de radio-télévision.

J'en arrive à un autre point, à l'aspect financier de cette question. Depuis des années, je propose de placer Radio-Canada sur un pied d'égalité avec les autres postes indépendants et de lui faire trouver son revenu comme les autres postes et fonctionner sans aide des contribuables. Sans doute est-ce une opinion extrémiste parce que nous savons que Radio-Canada a des frais qu'une société indépendante de radiodiffusion ne subit pas dans le cours ordinaire des choses. Cependant, Radio-Canada dépense l'argent quand ce n'est pas nécessaire, comme un matelot en bamboche. Et je le dis en toute conscience.

Je pourrais citer un ou deux exemples, parmi bien d'autres. On a tous ces correspondants étrangers de Radio-Canada dans ces différents pays. Ces correspondants ne peuvent rien nous apprendre que les services de nouvelles ordinaires du monde ne puissent pas nous communiquer. L'autre soir à la télévision,—je ne critique pas ici ces émissions,—Larry Henderson dit à la fin de l'émission "Et maintenant, mesdames et messieurs, je dois me hâter pour prendre l'avion à destination de l'Égypte, où je m'entretiendrai avec vous et vous donnerai des nouvelles sur les lieux mêmes", ou quelque chose dans ce sens-là.

Voilà qui coûte de l'argent. Quand Larry Henderson sera là, je ne sais pas s'il obtiendra une entrevue avec Nasser mais il ne peut pas faire plus que les nouvellistes qui sont déjà sur les lieux. Malgré cela, nous devons dépenser de l'argent pour l'envoyer là avec les techniciens ou le matériel nécessaire.

J'ignore ce que cela représente, mais je sais bien que cela coûte une jolie somme. Je suppose que cela produit un certain effet psychologique de savoir que nous entendons des commentateurs qui nous adressent la parole de tel ou tel pays étranger, mais le Canada n'en retire pas plus d'avantages que s'il obtenait ces nouvelles du service télégraphique des diverses agences de nouvelles internationales qui sont à sa disposition.

Autre chose à propos des dépenses. Les choses en sont venues à un tel point qu'on ne veut plus peut-être comprimer les dé-